

*Questions orales*

des quatre prochaines années et la perte de 1 200 emplois pourront aider Radio-Canada?

Pourrait-il nous dire comment la fermeture de stations régionales à Corner Brook, Goose Bay, Sydney, Sept-Îles, Toronto, Saskatoon et Windsor, ainsi que dans d'autres régions, aidera Radio-Canada à respecter son mandat et à remplir son rôle en tant qu'instrument de mesure du pouls du pays?

• (1430)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir répondre à la question très grave que soulève mon honorable collègue. Cette année, le gouvernement du Canada accordera plus d'un milliard de dollars en subventions à Radio-Canada, à quoi il faut ajouter les recettes publicitaires qu'enregistrera la Société, soit environ 400 millions de dollars, comme le soulignait le ministre.

Il y a un certain manque à gagner qui explique en grande partie les problèmes que connaît Radio-Canada cette année, mais les diffuseurs privés, les journaux, tous les médias doivent, eux aussi, faire face à des compressions budgétaires.

**M. Tobin:** Nous sommes en récession, Brian.

**M. Mulroney:** Mon collègue me crie que nous sommes en récession. Effectivement, nous traversons une récession et tous les éléments de notre société, y compris Radio-Canada, doivent faire face à la réalité, c'est-à-dire se serrer la ceinture.

Les montants qu'elle touche, y compris les recettes publicitaires, ont augmenté et atteindront presque 1,5 milliard de dollars cette année, ce qui représente une augmentation de près de 30 p. 100 depuis 1984. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons toujours, je crois, accordé un peu plus d'argent chaque année à Radio-Canada. Nous avons approuvé la construction du siège social à Toronto et autorisé la création de la chaîne *Newsworld*.

Je sais que mon honorable collègue n'aime pas entendre parler de privatisation, mais il reste que la Société canadienne des postes enregistre aujourd'hui des profits.

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, les 103 travailleurs de la région de Windsor qui ont perdu leur emploi ont appris que c'était surtout à cause d'un manque de financement du gouvernement. C'est ce qu'on leur a dit.

Comment le premier ministre et le gouvernement peuvent-ils justifier la disparition du poste de diffusion des nouvelles communautaires dans une région du Cana-

da où les gens n'auront pas le choix et devront se tourner vers les nombreux postes de télévision américains qui inondent la région d'informations?

Pourquoi le gouvernement n'accepte-t-il pas de garder les 500 000 habitants de cette région dans le giron canadien en permettant à la station de Windsor de diffuser les nouvelles locales?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, si c'est là la décision qu'a annoncée M. Gérard Veilleux, président de la SRC, je m'en désolé tout comme mon honorable collègue.

Je lui ai signalé—j'espère qu'il reconnaîtra que cette décision n'est pas déraisonnable—que depuis six ans que nous sommes là, nous avons augmenté chaque année le montant des subventions accordées à la SRC. Ces subventions dépassent maintenant un milliard de dollars par an.

Si la SRC a vu ses recettes prévues diminuer, mon honorable collègue reconnaîtra sans doute que les sociétés privées dans tous les secteurs des médias sont dans la même situation.

Je signale à mon honorable collègue que les ressources de la SRC ont augmenté au cours des six dernières années, les dépenses de fonctionnement du gouvernement à d'autres égards atteignent 17 milliards de dollars.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** Le très honorable premier ministre a la parole.

**M. Mulroney:** Monsieur le Président, je tenais simplement à rappeler à mon honorable collègue l'ampleur des dépenses du gouvernement, de façon que celui-ci puisse se livrer à des comparaisons honnêtes. La conduite des affaires du gouvernement, notamment le traitement des fonctionnaires, l'application des programmes et le reste coûtait 17,4 milliards de dollars en 1984. Cette année, elle coûte 17,3 milliards de dollars, soit une diminution de 100 millions.

Alors que les subventions accordées à la SRC augmentaient de plus de 100 millions de dollars, le gouvernement du Canada, à force de frugalité, est parvenu à réduire de 100 millions de dollars ce que coûte la conduite des affaires du gouvernement. Quant à moi, je trouve que c'est honnête.

**Des voix:** Bravo!

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur la crise qui touche Radio-Canada.